

**SECTION 0. Avis d'Appel d'Offres Ouvert National
N°DNCMP/.51./T/2024-2025 pour les travaux de
construction des bureaux des zones : ZONE KABANGA (lot1)
et ZONE KIRIBA (lot2) de la commune GIHETA**

Date de publication : 03.../...7... / 2024

Date d'ouverture des offres: 14.../...8... / 2024

1. Objet de l'Appel d'Offres

La Commune GIHETA invite, par le présent Avis d'Appel d'Offres, les soumissionnaires admis à concourir, à présenter leurs offres sous plis fermés, **pour la réalisation des travaux de construction des bureaux des zones : ZONE KABANGA (lot1) et ZONE KIRIBA (lot2) en commune GIHETA.**

2. Source de financement

La Commune GIHETA a obtenu un financement de la part de l'Etat Burundais appuyant la politique de la décentralisation à travers le Fonds National d'Investissement Communal "FONIC" **sur le Budget Général de l'Etat exercice 2024-2025.** Elle a l'intention d'utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements au titre du marché pour lequel cet appel d'offres est lancé.

3. Spécification du marché

3.1. Le présent Appel d'Offres est lancé auprès des entreprises nationales et étrangères établies au Burundi. Les travaux prévus dans le cadre de ce marché **sont en deux (2) lot(s).**

3.2. **Lot1 : Construction du bureau de la zone KABANGA**

Lot2 : Construction du bureau de la zone KIRIBA

L'ensemble des travaux **de chaque lot** est à réaliser dans un délai maximum de **trois (03) mois calendriers**

4. Conditions de participations

4.1. La participation au marché est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et morales possédant les capacités juridiques, techniques et financières nécessaires à l'exécution du marché.

4.2. Les candidats concernés par l'une des règles d'incapacité énumérées à l'article 161 du Code des Marchés publics ne peuvent participer à l'appel d'offres.

5. Consultation et acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

5.1. Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté, tous les jours ouvrables et pendant les heures de service ; est obtenu par les soumissionnaires à l'adresse indiquée ci-dessous :

Au Bureau de la Commune GIHETA Tél : 69 101 981 moyennant le paiement de cinquante mille (50 000 BIF) francs Burundi sur le compte Général du trésor public N°1101/001-04 ouvert à la Banque de la République du Burundi (BRB) au nom de l'OBR et cinquante mille franc burundais (50 000 BIF) ,au Compte n° XZ ouvert à la RNP agence GIHETA Au nom de la commune GIHETA.

5.2. Les offres doivent être rédigées en langue française et uniquement au moyen du formulaire de soumission type inclus dans le dossier d'appel d'offres dont les dispositions et le format doivent être strictement respectés.

5.3. Toute question concernant le présent appel d'offres doit être adressée par écrit à **Madame** l'Administrateur de la commune GIHETA ou Personne Responsable des Marchés Publics, en mentionnant la référence de publication indiquée en haut de page, au moins 10 jours avant la date limite de remise des offres figurant au point 9.

6. Visite du site

Une visite des sites sera organisée le 04 / 08 / 2024 à partir de **dix heures** ,et sera guidée par l'ingénieur communal.

7. Présentation de l'offre

Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission d'un montant de **quatre millions francs burundais (4 000 000 BIF) par lot**. Le chèque certifié n'est pas accepté. Les offres doivent être soumises à la commune GIHETA. L'offre doit être signée, paginée, paraphée et comprendre une table des matières.

8. Validité des offres.

Les offres sont valables pendant une période de **90 jours calendaires** à compter de la date limite de remise des offres.

9. Date limite de dépôt des offres.

Toutes les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-dessus, au plus tard le 14 / 08 / 2024 à neuf heures trente minutes (9h 30min). Toute offre reçue après la date limite ne sera pas prise en considération.

10. Séance d'ouverture des offres

Les offres seront ouvertes en présence des soumissionnaires présent ou de leurs représentants qui le souhaitent le 14 / 08 / 2024 à dix heures (10h00). Le procès-verbal d'ouverture des offres doit être contresigné par tous les soumissionnaires présents et transmis à la DNCMP. Conformément à l'article 22 alinéa 9 du code des marchés publics, un cadre requis par l'autorité contractante auprès de la DNCMP doit assister à la séance d'ouverture des offres. Il dresse un rapport de déroulement de ladite séance et donne copie à l'autorité contractante.

Il ne signe pas sur le procès-verbal d'ouverture des offres y compris les observateurs mentionnés ci-dessus.

11. Critères de qualification des soumissionnaires.

Les soumissionnaires doivent faire preuve de leur capacité à satisfaire aux clauses et obligations du Marché ; à cette fin leur offre doit fournir les informations exigées dans les documents suivants :

11.1. Au niveau administratif :

- La preuve d'achat du DAO portant le numéro du marché;
- La Caution de soumission suivant le modèle du DAO;
- Une attestation délivrée par une institution financière agréée attestant des capacités financières du soumissionnaire pour mener à bien l'exécution du marché, précisant le montant en lettre et en chiffre ;
- Les Statuts du soumissionnaire (personne morale);
- Copie de l'attestation valide de non redevabilité délivrée par les services de l'OBR
- Copie du certificat d'immatriculation fiscale (NIF)
- Une attestation en original de non redevabilité de l'INSS valide
- Copie du Registre de commerce
- Attestation de non faillite délivrée par le Tribunal de Commerce valide
- Adresse Fixe et Connue du soumissionnaire
- Acte d'engagement signé
- Habilitation du signataire à engager le soumissionnaire.

11.2. Au niveau technique :

La participation à la concurrence est ouverte aux entreprises résidant au Burundi, justifiant des capacités juridiques, financières et techniques requises pour exécuter les travaux. Le soumissionnaire doit avoir exécuté des marchés de travaux analogues et présenter des procès-verbaux de réception délivrés par le(s) Maître(s) de l'Ouvrage concerné(s). Des attestations justificatives seront annexées à son offre technique (dont les PV de réception). Le plan de charge des marchés en cours ;

11.3. Au niveau financier :

La preuve que l'entrepreneur est à même de démarrer les travaux avec ses propres fonds en attendant les procédures de déblocage de l'avance de démarrage. A cet effet, l'entrepreneur doit fournir une ligne de crédit de cinquante millions (50 000 000 BIF) francs burundais par lot.

Fait à GIHETA, le 05 / 07 /2024
Administrateur de la commune GIHETA et
Personne Responsable des Marchés Publics

Micheline NINHAZA.

